



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
14 août 2015
Français
Original : espagnol

Comité des droits de l'homme

Observations finales concernant le sixième rapport périodique de l'Espagne*

1. Le Comité des droits de l'homme a examiné le sixième rapport périodique de l'Espagne (CCPR/C/ESP/6) à ses 3174^e et 3175^e séances (CCPR/C/SR.3174 et 3175), les 6 et 7 juillet 2015. À sa 3192^e séance (CCPR/C/SR.3192), le 20 juillet 2015, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2. Le Comité accueille avec satisfaction la soumission du sixième rapport périodique de l'Espagne, ainsi que les renseignements qui y figurent. Il se félicite du dialogue constructif qu'il a eu avec la délégation de haut niveau au sujet des mesures prises par l'État partie pendant la période considérée pour mettre en œuvre les dispositions du Pacte. Le Comité remercie l'État partie pour ses réponses écrites (CCPR/C/ESP/Q/6/Add.1) à la liste de points (CCPR/C/ESP/Q/6), qui ont été complétées oralement par la délégation.

B. Aspects positifs

3. Le Comité accueille avec satisfaction les mesures d'ordre législatif et autre ci-après :
- a) La Stratégie nationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (2013-2016) ;
 - b) La Stratégie globale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, en novembre 2011 ;
 - c) Le Protocole-cadre pour la protection des victimes de la traite des êtres humains, en octobre 2011.
4. Le Comité note avec satisfaction que l'État partie a ratifié les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ci-après, ou y a adhéré :
- a) Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, le 3 juin 2013 ;

* Adoptées par le Comité à sa 114^e session (29 juin-24 juillet 2015).



- b) Le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le 23 septembre 2010 ;
- c) La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, le 27 septembre 2009.

C. Principaux motifs de préoccupation et recommandations

Applicabilité interne du Pacte

5. Le Comité prend note des explications données par la délégation de l'État partie et regrette que, malgré les dispositions de l'article 10 de la Constitution de l'Espagne, l'application directe du Pacte ne soit pas garantie. Il regrette également l'absence d'une procédure spécifique pour donner suite aux constatations adoptées par le Comité au titre du Protocole facultatif. À ce sujet, le Comité tient compte des informations données par la délégation concernant les communications n° 1945/2010 (*Achabal c. Espagne*) et n° 2008/2010 (*Aarrass c. Espagne*), mais note avec regret qu'aucun progrès notable n'a été réalisé dans ces deux affaires (art. 2).

L'État partie devrait garantir le respect sans réserve, dans son ordre juridique interne, des obligations qui lui incombent en vertu du Pacte. À cette fin, il devrait prendre les mesures nécessaires, y compris le cas échéant d'ordre législatif, pour garantir la pleine application du Pacte. Le Comité rappelle ses observations finales précédentes (CCPR/C/ESP/CO/5, par. 8) en ce qui concerne les mesures à prendre pour donner suite aux constatations adoptées au titre du Protocole facultatif.

Deuxième plan relatif aux droits de l'homme

6. Le Comité note avec regret que le deuxième plan relatif aux droits de l'homme n'a toujours pas été adopté (art. 2).

L'État partie devrait accélérer l'adoption du deuxième plan relatif aux droits de l'homme et veiller à ce que ce plan traite de façon adéquate et concrète les questions se rapportant aux droits de l'homme soulevées par la société civile, le Comité lui-même et d'autres mécanismes de défense des droits de l'homme. L'État partie devrait aussi veiller à ce que, quand il aura été adopté, le plan soit effectivement mis en œuvre, notamment par une dotation en ressources humaines et financières suffisante et par l'établissement de mécanismes de surveillance et de contrôle des responsabilités.

Conseil pour l'élimination de la discrimination raciale ou ethnique

7. Le Comité s'inquiète de ce que, même si les fonds qui sont alloués au Conseil pour l'élimination de la discrimination raciale ou ethnique ont été augmentés récemment, cet organe ne dispose pas de ressources suffisantes pour s'acquitter de son mandat. Le Comité est également préoccupé par les informations selon lesquelles le Conseil manque d'indépendance et n'a toujours pas de président (art. 2).

L'État partie devrait assurer au Conseil pour l'élimination de la discrimination raciale ou ethnique les ressources financières dont il a besoin pour pouvoir s'acquitter de son mandat efficacement et en toute indépendance. Il devrait également accélérer la nomination du Président du Conseil, et faire le nécessaire pour garantir l'indépendance de cet organe.

Utilisation du profilage ethnique

8. Le Comité prend note des dispositions de l'article 16 de la loi organique n° 4/2015 relative à la protection de la sécurité publique (loi relative à la sécurité publique), qui portent sur l'identification des personnes, mais il constate avec préoccupation que les contrôles de police fondés sur le profilage racial ou ethnique visant certaines minorités ethniques, en particulier les Roms, n'ont pas cessé (art. 2, 12, 17 et 26).

L'État partie devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour combattre efficacement et faire cesser totalement la pratique du profilage ethnique par les fonctionnaires de police et autres agents de la force publique, notamment en renforçant la formation de façon à accroître la sensibilisation culturelle de ces personnels et à faire comprendre que le profilage ethnique n'est pas tolérable. L'État partie devrait aussi ouvrir des enquêtes sur les cas de comportements fautifs motivés par la discrimination ethnique et traduire les responsables en justice.

Non-discrimination

9. Le Comité note avec préoccupation que les migrants, les étrangers et les minorités ethniques, y compris les Roms, continuent de faire l'objet de discriminations dans les domaines de l'accès au logement, de l'éducation, de l'emploi et des soins de santé (art. 2 et 26).

L'État partie devrait garantir l'égalité de traitement à toutes les personnes qui se trouvent sur son territoire ou qui relèvent de sa juridiction, quelle que soit leur origine nationale ou ethnique. Il devrait également renforcer les mesures destinées à empêcher que les migrants, les étrangers et les personnes appartenant à des minorités ethniques, y compris les Roms, ne soient l'objet de discriminations, dans l'accès au logement, l'emploi et l'éducation ou en ce qui concerne l'égalité salariale et les soins de santé.

Personnes handicapées

10. Le Comité est préoccupé par la pratique de la stérilisation forcée de personnes handicapées, dont la capacité juridique n'est pas reconnue (art. 2, 7 et 26).

L'État partie devrait veiller à ce que toutes les procédures prévues soient dûment suivies pour obtenir le consentement entier et éclairé des personnes handicapées avant de pratiquer la stérilisation dans un établissement de santé. À cette fin, il devrait organiser une formation spéciale à l'intention des personnels de santé pour leur permettre de bien connaître les effets préjudiciables et toutes les incidences de la stérilisation forcée.

Égalité hommes-femmes

11. Le Comité regrette que les femmes continuent d'être insuffisamment représentées dans les secteurs public et privé, en particulier aux postes de décision. Il est également préoccupé par les différences de salaires importantes entre hommes et femmes (art. 2, 3 et 26).

L'État partie devrait s'efforcer d'accroître la participation des femmes dans les secteurs public et privé et, si nécessaire, appliquer des mesures temporaires spéciales appropriées pour donner effet aux dispositions du Pacte. Il devrait aussi prendre des mesures concrètes pour réduire l'écart qui continue d'exister entre les salaires des hommes et ceux des femmes, et rechercher tous les facteurs qui font que ces disparités augmentent.

Violence à l'égard des femmes et violence intrafamiliale

12. Le Comité est préoccupé par la persistance de la violence à l'égard des femmes dans l'État partie. Il s'inquiète du niveau élevé de violence que subissent les femmes d'origine immigrée, en particulier d'origine rom, et note avec préoccupation qu'en général celles-ci ne portent pas plainte (art. 3 et 7).

L'État partie devrait continuer d'intensifier l'action qu'il mène pour combattre la violence à l'égard des femmes et des filles et, en particulier, renforcer les mesures prises pour protéger les femmes d'origine rom, en veillant à ce qu'elles aient effectivement accès aux mécanismes de plainte. Il devrait continuer de faciliter l'accès aux services de conseil et d'appui existant pour les femmes spécialement vulnérables et marginalisées victimes de violences, et mener des enquêtes sur les cas signalés de violence, engager des actions judiciaires et, s'ils sont reconnus coupables, prononcer des peines contre les auteurs des faits.

Interruption volontaire de grossesse

13. Le Comité est préoccupé par les récentes propositions de réforme de la loi organique n° 2/2010 relative à la santé sexuelle et procréative et à l'interruption volontaire de grossesse, en particulier la proposition de loi présentée en février 2015, qui vise à exiger le consentement exprès des représentants légaux pour toute interruption volontaire de grossesse chez une mineure ou une femme majeure qui fait l'objet d'une mesure judiciaire modifiant sa capacité juridique. Le Comité craint que cette réforme ne conduise à une augmentation des avortements illégaux et ne mette en danger la vie et la santé des femmes dans l'État partie (art. 3, 6 et 7).

L'État partie devrait garantir que toutes les femmes et les jeunes filles puissent avoir accès aux services de santé procréative dans toutes les régions du pays, et faire en sorte que les obstacles résultant de la loi ne contraignent pas les femmes à recourir à l'avortement clandestin, qui mettrait leur vie et leur santé en danger. L'État partie devrait aussi poursuivre son action en faveur des programmes d'éducation formelle (à l'école) et informelle (par les médias et autres formes de communication), qui mettent l'accent sur l'importance de la contraception et sur les droits en matière de santé sexuelle et procréative, et veiller à les faire appliquer.

Mauvais traitements et usage excessif de la force par la police

14. Le Comité juge préoccupantes les plaintes pour usage excessif de la force, y compris de la torture et des mauvais traitements, par les agents de l'État, en particulier dans le contexte de manifestations publiques. Il relève avec inquiétude les informations faisant état de défaillances dans les enquêtes sur les plaintes et de sanctions insuffisantes, et il est préoccupé par les déficiences des évaluations médico-légales réalisées dans le cadre des enquêtes sur les violations des droits de l'homme commises par des agents de l'État. Le Comité prend note des explications de la délégation de l'État partie, mais il est préoccupé par le fait que des remises de peines soient accordées à des policiers condamnés pour actes de torture, ce qui alimente un sentiment d'impunité chez les agents de l'État. Il salue l'initiative consistant à enregistrer les interrogatoires, mais regrette que l'enregistrement ne soit pas systématique (art. 7, 9 et 10).

L'État partie devrait :

a) Redoubler d'efforts pour prévenir et éliminer la pratique de la torture et des mauvais traitements, notamment en renforçant la formation aux droits de l'homme des forces de l'ordre et de sécurité, à la lumière des normes internationales dans ce domaine ;

- b) **Créer des organes indépendants chargés d'examiner les plaintes pour mauvais traitements imputés à des policiers ;**
- c) **Veiller à ce que toutes les plaintes pour torture ou mauvais traitements fassent l'objet d'enquêtes rapides, approfondies et indépendantes, et que les responsables de ces actes soient traduits en justice ;**
- d) **Garantir que les victimes reçoivent une réparation adéquate comprenant des soins de santé et des moyens de réadaptation ;**
- e) **Veiller à ce que dans les cas présumés de torture et de mauvais traitements commis par des agents de l'État les examens médico-légaux soient impartiaux, exhaustifs et menés conformément au Protocole d'Istanbul ;**
- f) **Interdire en droit la possibilité d'accorder des remises de peines aux personnes reconnues coupables de torture ;**
- g) **Veiller à ce que tous les interrogatoires de personnes privées de liberté dans les locaux de police et les autres lieux de détention soient systématiquement enregistrés.**

Centres de détention pour étrangers

15. Le Comité est préoccupé par le fait que les migrants en situation irrégulière sont fréquemment privés de liberté. Il est également préoccupé par les informations dénonçant des mauvais traitements infligés par des agents de l'État dans les centres de détention pour étrangers et par les cas de violence entre détenus, qui se produisent sans que les surveillants des centres interviennent (art. 7 et 9).

L'État partie devrait prendre toutes les mesures voulues pour éviter le placement régulier en détention des demandeurs d'asile et veiller à ce que cette mesure soit toujours raisonnable, nécessaire et proportionnée compte tenu de la situation personnelle de chacun, et à ce que la détention soit d'une durée aussi brève que possible et ordonnée uniquement si les autres possibilités ont été dûment examinées et jugées inappropriées. L'État partie devrait aussi prendre toutes les mesures nécessaires pour que toutes les plaintes pour torture ou mauvais traitements fassent rapidement l'objet d'enquêtes approfondies et indépendantes, et que les responsables soient traduits en justice.

Conditions de la privation de liberté

16. Le Comité s'inquiète des mauvaises conditions dans certains centres de détention pour étrangers qui lui ont été signalées et du fait que ceux-ci n'offrent pas des conditions d'hygiène adéquates (art. 10).

L'État partie devrait veiller à ce que tous les centres soient équipés d'installations sanitaires, conformément aux dispositions de l'article 10 du Pacte et à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus.

Régime de détention au secret

17. Le Comité se déclare de nouveau préoccupé par l'application du régime de détention au secret, autorisé par décision judiciaire. Il prend note de l'initiative de réforme de la loi de procédure criminelle et des renseignements donnés par l'État partie, qui a expliqué que la détention au secret était moins utilisée ; il regrette toutefois que cette réforme ne prévoie pas la suppression du régime de la détention au secret et ne garantisse pas tous les droits énoncés à l'article 14 du Pacte, en particulier le droit d'être assisté d'un avocat (art. 7, 9, 10 et 14).

Le Comité réitère ses observations précédentes (CCPR/C/ESP/CO/5, par. 14) et recommande de nouveau à l'État partie de prendre les mesures législatives nécessaires pour supprimer le régime de détention au secret et garantir le droit de tout détenu d'être examiné par un médecin et de choisir librement un avocat qui puisse être consulté en toute confidentialité et être présent aux interrogatoires.

Expulsion des demandeurs d'asile et des migrants sans papiers

18. Le Comité est préoccupé par la pratique des renvois sommaires – également connue sous l'expression « expulsions à chaud » – qui ont lieu sur la ligne frontière de la démarcation territoriale de Ceuta et Melilla. En particulier, il relève avec préoccupation la première disposition finale de la loi relative à la sécurité publique, qui établit un régime spécial pour ces villes autonomes et autorise le renvoi sommaire des migrants repérés sur la ligne frontière de la démarcation territoriale de Ceuta ou Melilla. Le Comité s'inquiète également de la pratique des « rapatriements express » par charters, y compris sur des vols conjoints programmés par l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (FRONTEX). Le Comité craint que ces expulsions sommaires ne présentent pas les garanties suffisantes pour que soit respecté le principe du non-refoulement, le cas échéant. Il est également préoccupé par les informations signalant des cas de demandeurs d'asile non syriens à qui l'accès aux bureaux de l'asile à Ceuta et Melilla a été refusé (art. 6 et 7).

L'État partie devrait réviser la loi relative à la sécurité publique et garantir que toutes les personnes qui demandent une protection internationale aient accès à des procédures d'évaluation justes et individualisées, soient protégés contre le refoulement sans discrimination et aient accès à un mécanisme indépendant habilité à suspendre les décisions de refus.

Mauvais traitements et usage excessif de la force dans les opérations d'expulsion de demandeurs d'asile et de migrants sans papiers

19. Le Comité se déclare préoccupé par les allégations, fréquemment rapportées, de mauvais traitements infligés pendant les opérations d'expulsion de migrants, dont des demandeurs d'asile à Ceuta et Melilla par les autorités espagnoles comme par les autorités marocaines agissant sur le territoire espagnol. Concrètement, le Comité déplore la mort de 15 migrants, qui ont perdu la vie le 6 février 2014 alors qu'ils tentaient d'atteindre la plage d'El Tarajal, à Ceuta (art. 6 et 7).

L'État partie devrait prendre toutes les mesures appropriées pour garantir que les migrants ne soient pas soumis à des mauvais traitements pendant leur renvoi et expulsion. Il doit faire le nécessaire pour garantir que des autorités étrangères ne commettent pas de violations des droits de l'homme sur le territoire espagnol, et que les fonctionnaires de police et de surveillance des frontières reçoivent une formation adéquate en ce qui concerne l'utilisation de la force dans les rapports avec les migrants, et veiller à ce que tout usage excessif de la force fasse l'objet d'une enquête et que les responsables soient sanctionnés, le cas échéant. De même, l'État partie devrait mener une enquête approfondie et diligente sur ce qui s'est passé à El Tarajal et, si nécessaire, traduire les responsables en justice et offrir une réparation adéquate aux victimes.

Loi relative à la sécurité privée

20. Le Comité note avec préoccupation les attributions étendues prévues par la nouvelle loi relative à la sécurité privée, qui permettrait aux agents de sécurité privée d'accomplir des tâches effectuées par des agents de l'État, comme la surveillance et la protection de biens, d'établissements, de lieux et de manifestations publiques (art. 2, 6, 7 et 9).

L'État partie devrait veiller à ce que la sécurité privée soit subordonnée à la sécurité publique, et garantir aux victimes de faits commis par des agents de sécurité privée l'accès à la justice et à des mécanismes de réparation efficaces. Il devrait également assurer la formation des agents de sécurité privée en matière de droits de l'homme.

Atteintes aux droits de l'homme commises dans le passé

21. Le Comité déclare de nouveau sa préoccupation (CCPR/C/ESP/CO/5, par. 9) face à la position de l'État partie, qui maintient en vigueur la loi d'amnistie de 1977, empêchant la réalisation d'enquêtes sur les atteintes aux droits de l'homme commises dans le passé, en particulier les faits de torture, disparitions forcées et exécutions sommaires. Le Comité est préoccupé par les lacunes et les insuffisances de la réglementation relative aux procédures de recherche, d'exhumation et d'identification des personnes disparues, en particulier le fait que la localisation et l'identification des personnes disparues sont laissées à l'initiative des proches, et les inégalités qui en résultent pour les victimes selon les régions considérées. Le Comité est également préoccupé par les difficultés d'accès aux archives, en particulier les archives militaires (art. 2, 6 et 7).

Le Comité recommande de nouveau d'abroger la loi d'amnistie de 1977 ou de la modifier pour la rendre pleinement compatible avec les dispositions du Pacte. L'État partie doit diligenter activement des enquêtes sur toutes les violations des droits de l'homme commises dans le passé. Il doit veiller à ce que, dans ce cadre, les responsables soient identifiés, traduits en justice et dûment sanctionnés, et à ce qu'une réparation soit accordée aux victimes. L'État partie devrait revoir sa législation relative à la recherche, l'exhumation et l'identification de personnes disparues et est encouragé à cet égard à mettre en œuvre les recommandations du Comité contre les disparitions forcées dans ses récentes observations finales (CED/C/ESP/CO/1, par. 32). L'État partie devrait aussi établir un cadre juridique national sur les archives, et permettre l'ouverture des archives selon des critères clairs et publics, dans le respect des droits garantis par le Pacte.

Traite des personnes

22. Le Comité note avec préoccupation que la traite des personnes existe toujours dans l'État partie et que celui-ci demeure un pays de destination, de transit et d'origine des victimes (femmes, hommes et enfants) de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé (art. 8).

L'État partie devrait continuer de mener systématiquement et énergiquement des enquêtes concernant les plaintes pour traite, traduire les responsables en justice et, s'ils sont reconnus coupables, les condamner à des peines et accorder une réparation complète aux victimes. Il devrait aussi intensifier ses mesures d'appui et de protection aux victimes et aux témoins, y compris par des mesures de réadaptation.

Mineurs non accompagnés

23. Le Comité accueille avec satisfaction l'adoption d'un protocole-cadre pour les procédures applicables aux mineurs étrangers non accompagnés. Toutefois il est préoccupé en ce qui concerne les méthodes utilisées pour déterminer l'âge de ces enfants (art. 24).

L'État partie devrait élaborer un protocole uniforme pour la détermination de l'âge des enfants non accompagnés et veiller à ce que les procédures de détermination de l'âge reposent sur des méthodes sûres et scientifiques, respectent la sensibilité des enfants et évitent tout risque d'atteinte à leur intégrité physique. De même, il devrait veiller à ce que le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant préside à toute décision relative aux enfants non accompagnés.

Double degré de juridiction pénale et règle du secret de l'instruction

24. Le Comité prend note des renseignements donnés par l'État partie concernant son projet de réforme de la loi de procédure criminelle visant à limiter l'utilisation du secret de l'instruction et à garantir le droit de toute personne déclarée coupable d'une infraction de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation. Il note toutefois avec préoccupation que la réforme tarde à être adoptée (art. 14).

À la lumière des recommandations précédentes du Comité (CCPR/C/ESP/CO/5, par. 17 et 18), l'État partie devrait accélérer la réforme de la loi de procédure criminelle et veiller à ce que celle-ci garantisse la pleine application de l'article 14 du Pacte.

Loi relative à la sécurité publique

25. Le Comité est préoccupé par l'effet dissuasif que risque d'avoir, pour la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, l'adoption récente de la loi relative à la sécurité publique et les réformes du Code pénal qui en découlent. En particulier, il est préoccupé par l'utilisation excessive des sanctions administratives prévues par la loi, lesquelles excluent l'application de certaines garanties judiciaires énoncées dans le Pacte, par l'utilisation de termes vagues et ambigus dans certaines dispositions, qui pourrait donner lieu à des interprétations discrétionnaires importantes dans l'application de la loi, et par l'interdiction d'utiliser des images ou des données personnelles ou professionnelles concernant des autorités ou des membres des forces de l'ordre et de la sécurité. Le Comité relève que cette loi a été largement contestée par divers secteurs de la société (art. 9, 21 et 22).

L'État partie devrait garantir sans réserve les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique de tout individu et veiller à ce que les restrictions à l'exercice de ces droits soient strictement conformes aux conditions énoncées dans le Pacte, selon l'interprétation faite par le Comité dans son observation générale n° 34 (2011) sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression, ainsi qu'à l'article 21 et à l'article 22 (par. 2) du Pacte. L'État partie devrait réviser la loi relative à la sécurité publique et les modifications ultérieures du Code pénal, en concertation avec tous les acteurs concernés, afin de garantir leur stricte conformité avec le Pacte.

Diffusion d'une information sur le Pacte

26. L'État partie devrait diffuser largement le texte du Pacte, des Protocoles facultatifs s'y rapportant, de son sixième rapport périodique, des réponses écrites à la liste de points établie par le Comité et des présentes observations finales, auprès des autorités judiciaires, législatives et administratives, de la société civile et des organisations non gouvernementales (ONG) présentes dans le pays, ainsi que de la population d'une manière générale. Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie devrait faire parvenir dans un délai d'un an des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant aux paragraphes 14 (« Mauvais traitements et usage excessif de la force par la police »), 21 (« Atteintes aux droits de l'homme commises dans le passé ») et 23 (« Mineurs non accompagnés »).

27. Le Comité demande à l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique, qui devra lui parvenir au plus tard le 24 juillet 2020, des renseignements précis et à jour sur toutes ses recommandations et sur l'application du Pacte dans son ensemble. Le Comité demande également à l'État partie de consulter largement la société civile et les ONG lorsqu'il établira son septième rapport périodique. Conformément à la résolution 68/268 de l'Assemblée générale en date du 9 avril 2014, ce rapport ne devra pas dépasser 21 200 mots.